

L'hostilité de Macron à l'Eglise se confirme, mais les "cathos" votent pour lui !

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 07 juin 2019

Source [Roland Hureaux] Deux événements significatifs viennent de se produire.

Le premier : le gouvernement s'est pourvu en cassation contre la décision de la Cour d'Appel de Paris ordonnant la reprise de l'alimentation de Vincent Lambert .

Le second : l'ambassade du Kosovo à Paris ayant été autorisée à fêter le 22 mai le 20e anniversaire de l'émancipation de cette province serbe à la cathédrale Saint Louis des Invalides, un appel à la prière musulman a été lancé en chaire, en un lieu tenu pour sacré par les catholiques. Une centaine d'officiers ont fait part de leur indignation.

Sur le premier sujet, la justice est mise en cause, sur le second, le gouverneur militaire de Paris. Mais comment imaginer que de telles décisions aient pu être prises sans que le président de la République Emmanuel Macron en ait donné l'ordre ou au minimum les ait avalisées ?

Compte tenu du bruit médiatique considérable qui a entouré l'affaire, c'est vrai de la saisine de la Cour de cassation contre la continuation de la nutrition de Vincent Lambert-rappelons que le ministre de la Santé est subordonné au président.

C'est également vrai de la fête organisée dans la cathédrale Saint Louis des Invalides. Nos relations avec le Kosovo sont une question diplomatique importante qui ne pouvait être arbitrée qu'en haut lieu. D'autant que la faveur faite à cet Etat (non reconnu par l'ONU) est cohérente avec la manière privilégiée dont il avait été traité lors des cérémonies du 11 novembre dernier, centième anniversaire de la victoire de 1918. Tandis que le protocole, qui ne dépend nullement des armées, humiliait le président de la Serbie relégué au dernier rang des cérémonies, alors qu'elle avait été notre proche allié au cours de la première puis de la seconde guerre mondiale, dont elle a gravement souffert , le président du Kosovo, HachimThacyi figurait en place d'honneur ? Un choix d'autant plus choquant que ce dernier a été accusé de trafic d'organes de prisonniers durant la guerre de Yougoslavie par le procureur auprès du Tribunal spécial pour l'ex-Yougoslavie, Carla Del Ponte puis par le Conseil de l'Europe. Il ne s'agit donc pas, comme on l'a entendu dire, d'une « erreur diplomatique » mais d'un acte délibéré .

Rappelons que la guerre de Yougoslavie aboutit à une victoire des musulmans du Kosovo, appuyés à la fois par l'OTAN et par toute la mouvance islamique mondiale, contre le chrétiens orthodoxes de Serbie. Que dans le camp kosovar, certains aient voulu fêter cette victoire en investissant un symbole chrétien, n'aurait rien d'étonnant. Que le feu vert à cette cérémonie blasphématoire ait été donné en haut lieu témoigne d'un singulier parti pris.

Ces faits prennent tout leur relief quand nous apprenons la même semaine que, selon un sondage, 43% des catholiques pratiquants ont voté aux élections européennes pour la liste Loiseau - En marche.

Au premier tour des présidentielles, ce public avait plutôt voté pour Fillon, mais il a glissé vers Macron au cours des derniers mois.

Le paradoxe est d'autant plus grand que ces signes d'une hostilité profonde à l'héritage chrétien au sommet

de l'Etat ne sont pas isolés : le maintien obstiné du projet de loi instituant la PMA pour femmes seules, malgré l'hostilité de l'Eglise, les efforts heureusement non couronnés de succès de prolonger la guerre de Syrie, si terrible aux chrétiens d'Orient, un discours sur l'incendie de Notre Dame de Paris ne mentionnant ni la destination religieuse de l'édifice ni les catholiques – une députée En Marche, Agnès Thill vient de dénoncer la volonté du gouvernement de tenir l'Eglise à l'écart de la restauration de la cathédrale. Quand Marlène Schiappa profère des critiques grossières contre le catholicisme, il faut une singulière naïveté, répandue dans les milieux « cathos », pour penser que le président n'y est pour rien.

Dans le discours qu'il avait fait aux évêques de France aux Bernardins (suivi d'une scandaleuse *standing ovation*), Macron n'avait d'ailleurs pas caché ses positions: au milieu d'une rhétorique pieusarde en accord avec le lieu mais qui ne relevait que de la forme, il précisait clairement qu'en matière sociétale, il avait ses idées et qu'il ne concédait à l'Eglise que le droit d' « interroger », pas de contredire. On espère qu'au vu de évolutions récentes, les évêques de France auront un peu ouvert les yeux.

Mais à quel degré d'aveuglement a pu sombrer le public catholique, celui des paroisses ordinaires, de droite comme de gauche d'ailleurs, pour que l'actuel président en devienne l'homme politique favori ? A ce degré d'égarement, il est permis de penser qu'on n'est pas seulement confronté à un phénomène politique ou sociologique mais à une crise spirituelle profonde.

Roland HUREAUX